



Des interventions urgentes s'imposent dans notre système de santé

2012/8
09 | 02 | 2011



Pour beaucoup d'entre nous, la santé est le bien le plus précieux. Si elle est mauvaise, nous fonctionnons mal et la vie nous pèse. A chaque nouvelle année, la première chose que nous souhaitons à nos proches, c'est une bonne santé. Et pourtant, peu de gens semblent s'inquiéter de notre système de santé. De temps en temps, un article paru dans la presse nous rassure : notre système fait partie des meilleurs au monde, tout va pour le mieux.

Cela est faux. Les problèmes inhérents à notre système de santé persistent et s'aggravent:



Lieven Annemans
Senior Fellow

- les dépenses échappent au contrôle. Aucune perspective d'avenir n'existe pour les faire évoluer de façon à maintenir le système sur pieds.
- Il y a de la surconsommation (trop d'interventions, des interventions irréfléchies, des soins inutiles) mais également de la sous-consommation (certaines personnes ne reçoivent pas à temps ou pas du tout les soins qui sont importants pour eux).
- Il existe une panoplie de soins: parfois les visions des différents médecins et hôpitaux se contredisent et cela se

reflète dans le traitement de leurs patients. Est-il possible qu'ils aient tous raison?

- Le spectre de l'inaccessibilité fait surface : de plus en plus de personnes éprouvent des difficultés à payer pour les soins de santé. De ce fait, le principe de solidarité lui-même est menacé.

Nous devons intervenir **immédiatement** et de façon radicale si nous voulons sauver ce système tant admiré.

Croissance et efficacité

Tout d'abord, il faut développer une vision claire et réaliste de la croissance à terme. Nous devons élaborer un projet solide et mettre

un terme à ces chamailleries qui reviennent chaque année. Selon les estimations d'Itinera, une norme de croissance approximative de 2,8% par an est réalisable pour les décennies à venir.

Cette vision claire des dépenses futures doit aller de paire avec un objectif d'efficacité sans cesse poursuivi dans tous les domaines. Cela signifie que le budget disponible pour le secteur des soins de santé doit être employé à bon escient. Chaque euro à dépenser doit être considéré en fonction du gain de santé qu'il apporte. Aujourd'hui, à l'exception des médicaments, aucune dépense n'est considérée de cette façon. Cela est inadmissible!

Attention, l'efficacité n'est pas synonyme d'épargne inconsidérée. Certains décideurs politiques myopes se bornent à faire des économies. Ils ne s'intéressent pas au gain de santé que peuvent apporter de nouveaux traitements. Ils s'égarent. Le but de toute politique de santé est de maximiser la santé avec les budgets disponibles. Le mot clé n'est pas « économie » mais « efficacité ».

Il est également nécessaire d'investir plus dans la prévention (à condition qu'il s'agisse d'actions préventives efficaces). Sans la mise en place de mesures préventives adéquates, nous allons hypothéquer l'avenir. Actuel-

lement, l'investissement en prévention est quasi inexistant.

Des nouvelles règles du jeu

Si le système est modifié, cela se répercutera également sur ses acteurs principaux : les prestataires de soins (médecins, infirmiers, pharmaciens, ...) et le citoyen/patient. Les premiers doivent être mieux informés de ce que signifient des soins de qualité et des pratiques désormais obsolètes. Le système de paiement qui est d'application aujourd'hui pour les médecins et les hôpitaux doit changer radicalement. Aujourd'hui, la qualité n'est pas récompensée, bien au contraire. Lorsqu'un chirurgien décide trop vite et trop souvent d'opérer, lui et l'hôpital reçoivent une récompense. Lorsqu'un patient est ré-hospitalisé après sa sortie pour cause de complications, l'hôpital reçoit des revenus supplémentaires. Plus grave encore, dans le cas où des complications surviennent durant le séjour d'un patient, ce séjour entre dans une catégorie "plus lourde" donnant lieu à une meilleure rétribution. Un changement urgent s'impose. La qualité mérite d'être récompensée et non pénalisée. Pour cela, nous avons besoin de mieux définir la notion de qualité et d'identifier des instruments de mesure. Un tel exercice doit se faire en collaboration avec toutes les parties

concernées, le but étant de cibler de façon plus adéquate les soins qui conviennent au patient. L'idéal serait d'associer à ce processus le médecin généraliste comme coach du patient.

Le citoyen/patient est également tenu de prendre ses responsabilités. Beaucoup d'entre nous multiplient les visites médicales inutiles, sans s'arrêter sur le bienfondé et l'efficacité de cette démarche. Un tel comportement doit être découragé financièrement, en présentant par exemple au patient la totalité du coût de sa consommation. Pour des soins inutiles, le ticket modérateur doit être relevé tandis que pour les soins nécessaires, le ticket modérateur doit s'abaisser.

Harmonisation et délimitation

Pour être réalisables, les propositions formulées ci-dessus doivent être appuyées par un système informatique infaillible. Aussi faudra-t-il une délimitation claire entre ce qui relève de la compétence fédérale et régionale. Et c'est là que le bât blesse aujourd'hui. La prévention relève soi-disant de la compétence des Régions. Toutefois, nous constatons que la ministre fédérale s'en charge également sans qu'il y ait une concertation claire avec

les régions. Le résultat : confusion, double emploi, inefficacité. Mais aussi de l'indifférence. Nous avons constaté que les communes wallonnes s'intéressent peu à la prévention par l'activité physique et une alimentation saine. Ils supposent probablement que « le fédéral s'en occupera ». Un autre exemple : lorsque le vaccin contre le cancer du col de l'utérus fut présenté, des groupes de travail se formaient à tous les niveaux. Chaque groupe se penchait individuellement sur le bien-fondé du remboursement du vaccin, ce qui a engendré une perte de temps et de la confusion. De nombreux exemples existent où les instances fédérales et régionales s'adonnent à un double emploi inutile. Une délimitation claire s'avère nécessaire. Toutefois, certains la considèrent comme une menace pour la solidarité. La solidarité est primordiale, j'en conviens. Un pays sans solidarité est peu évolué.

Il est pourtant parfaitement possible de répartir les compétences, sans que cela ne porte atteinte à la solidarité. S'il était possible de sortir de ce brouillard, nous aurions fait un grand pas en avant. Les propositions ci-dessus sont à prendre au sérieux. Nous n'avons plus de temps à perdre. Il faut entreprendre des actions concrètes. Si nous acceptons encore un autre

délai, nous hypothéquerons notre santé et notre avenir.

Lieven Annemans est professeur en économie de la santé à l'UGent et à la VU, et senior fellow au sein du think tank indépendant Itinera

Pour une croissance économique
et une protection sociale durables.